



Pour un Maroc sans « petites bonnes »



Le présent document a pour objet d'éclairer toutes les parties prenantes sur « l'exploitation des mineur(e)s dans le travail domestique » dans notre pays, qui a été partiellement occultée par les débats suscités par le projet de Loi 19.12 sur « les conditions d'emploi et de travail des travailleur(e)s domestiques » voté par la Parlement, le 26 juillet 2016, et publiée au Bulletin Officiel, le 22 août 2016, dont copie, ci-joint.

L'objectif de notre Collectif, à travers la présentation de ce document, est de mobiliser tous acteurs de la société épris de respect des droits humains pour créer, ensemble, les conditions objectives et subjectives pour éradiquer, à terme, cette pratique infâme, contraire à nos engagements internationaux, à notre Constitution et qui n'honore pas notre pays.

1. Les exigences et les recommandations internationales et nationales

1.1- Conseil des Droits de l'Enfant de l'ONU

En septembre 2014, le Conseil des Droits de l'Enfant de l'ONU a auditionné, à Genève, une forte délégation gouvernementale, sur « la situation de la mise en œuvre des dispositions de la Convention Internationale des Droits de l'Enfant » dans notre pays et a établi et diffusé le rapport CRC/C/MAR/CO/3-4¹, dans lequel il « **demande instamment** » de :

- Prendre immédiatement des mesures vigoureuses pour faire cesser l'emploi de filles comme domestiques** dans des conditions abusives, d'assurer à ces filles une éducation, notamment une formation professionnelle et de fournir des informations détaillées dans le prochain rapport périodique sur les mesures prises et les résultats obtenus;
- Veiller à ce que les lois qui interdisent l'emploi d'enfants âgés de moins de 15 ans et **les formes dangereuses de travail des enfants âgés de moins de 18 ans, y compris le travail domestique**, soient effectivement appliquées et que les personnes qui exploitent les enfants soient dûment sanctionnées;
- Renforcer l'inspection du travail, **autoriser, par la loi, les inspecteurs à entrer chez les particuliers** et accorder la **priorité à des interventions visant à faire cesser l'exploitation économique des enfants**;
- Songer à **ratifier la Convention n° 189 (2011)** de l'Organisation internationale du Travail (OIT), sur les travailleuses et travailleurs domestiques;
- Solliciter à cet égard l'assistance technique** du programme international sur l'élimination du travail des enfants de l'OIT.

1.2- L'OIT et l'Union Interparlementaire

A l'issue de la Conférence co-organisée à Marrakech, en mars 2002, sur le thème « Pour la mise en œuvre de la Convention 182 de l'OIT », l'Organisation Internationale du Travail (OIT) et l'Union Interparlementaire (UIP) ont édité le « **Guide pratique à l'usage des parlementaires** », qui indique :

« Ce guide tente de montrer la façon dont une **action concertée et déterminée réunissant dans un même élan divers ministères et acteurs de la société**, dont les parlementaires ayant un rôle particulièrement important, peut favoriser l'élimination des pires formes de travail des enfants en une période de temps relativement courte.

« Une telle action doit s'appuyer sur la législation, dont l'objectif ultime reste l'éradication du travail des enfants, mais qui se fixe comme objectif prioritaire explicite d'identifier et de proscrire les pires formes de travail des enfants. Cette législation doit également prévoir des

¹ http://tbinternet.ohchr.org/_layouts/treatybodyexternal/Download.aspx?symbolno=CRC/C/MAR/CO/3-4&Lang=Fr

sanctions adéquates envers les auteurs d'infractions et une compensation adéquate pour les victimes; son application doit être rigoureuse et impartiale.

« Une telle législation est cruciale, mais son impact restera limité si elle ne s'accompagne de mesures pour :

- **Sensibiliser et mobiliser l'opinion publique** afin qu'elle lutte contre les pires formes de travail des enfants;
- **Empêcher les enfants d'être entraînés** sous des promesses fallacieuses dans les pires formes de travail des enfants;
- **Soustraire les enfants engagés** dans les pires formes de travail des enfants;
- **Réadapter les enfants soustraits** et les réintégrer dans le système scolaire;
- **Améliorer le système scolaire** en multipliant le nombre d'écoles et d'enseignants et en l'adaptant mieux aux besoins locaux;
- **Fournir des subventions et des revenus** aux enfants les plus touchés et à leurs familles.

« Pour répondre à ces exigences, il faut élaborer des programmes multidimensionnels assortis de délais, bénéficiant d'un soutien financier suffisant et d'un suivi rigoureux de leur mise en œuvre. Le problème ayant une dimension internationale, les efforts nationaux doivent être appuyés par une importante coopération internationale... »

1.3- La Constitution de 2011

Dans son article 31, la Constitution définit les obligations de l'Etat, des établissements publics et des collectivités locales vis-à-vis des citoyen(ne)s, en matières de prestations :

« **L'Etat, les Etablissements publics et les collectivités territoriales** œuvrent à la mobilisation de tous les moyens à disposition pour faciliter **l'égal accès des citoyennes et des citoyens aux conditions leur permettant de jouir des droits :**

- aux soins de santé,
- à la protection sociale, à la couverture médicale et à la solidarité mutualiste ou organisée par l'Etat,
- à une éducation moderne, accessible et de qualité,
- à l'éducation sur l'attachement à l'identité marocaine et aux constantes nationales immuables
- à la formation professionnelle et à l'éducation physique et artistique,
- à un logement décent,
- au travail et à l'appui des pouvoirs publics en matière de recherche d'emploi ou d'auto-emploi,
- à l'accès aux fonctions publiques selon le mérite,
- à l'accès à l'eau et à un environnement sain,
- au développement durable.

Dans son article 32, la Constitution définit **les obligations de l'Etat vis-à-vis de l'enfant :**

« La famille, fondée sur le lien légal du mariage, est la cellule de base de la société. L'Etat œuvre à garantir par la loi la protection de la famille sur les plans juridique, social et économique, de manière à garantir son unité, sa stabilité et sa préservation. **Il assure une égale protection juridique et une égale considération sociale et morale à tous les enfants, abstraction faite de leur situation familiale.**

« L'enseignement fondamental est un droit de l'enfant et une obligation de la famille et de l'Etat.

« Il est créé un Conseil consultatif de la famille et de l'enfance.

1.4- Avis des institutions nationales et internationales

Le Conseil National des droits Humains et les Conseil Economique, Social & Environnemental saisis par la Chambre des Conseiller(e)s en septembre 2013, dans le cadre du premier examen du Projet de Loi 19.12 ont émis des avis clairs et sans réserve sur l'interdiction du travail domestique aux moins de 18 ans.

- **CNDH (Extrait)² :**

« ... le CNDH considère que la nature et les conditions dans lesquelles s'exerce le travail domestique... sont susceptibles de nuire à la santé, à la sécurité ou à la moralité de l'enfant, au sens du **paragraphe (d) de l'article 3 de la convention 182 de l'OIT** sur les pires formes de travail des enfants.

« ... complémentarité avec les dispositions du **1er paragraphe de l'article 3 de la convention 138 de l'OIT** qui stipule que l'âge minimum d'admission à tout type d'emploi ou de travail qui, par sa nature ou les conditions dans lesquelles il s'exerce, est susceptible de compromettre la santé, la sécurité ou la moralité des adolescents ne devra pas être inférieur à dix-huit ans.

« Partant de ces éléments juridiques, le CNDH, qui rappelle l'objectif de l'abolition effective du travail des enfants, prévu à **l'article 3 de la convention 189**, recommande de fixer l'âge minimum d'admission au travail domestique à 18 ans »

- **CESE (Extrait)³ :**

" وانطلاقاً من الاتفاقية 182 بشأن حظر أسوأ أشكال عمل الأطفال الإجراءات الفورية للقضاء عليها المصادق عليه امن طرف المغرب، يوصي المجلس باعتبار العمل المنزلي من الأعمال التي تؤدي بفعل طبيعتها أو بفعل الظروف التي تمارس فيها إلى الإضرار بصحة الطفل أو سلامته أو سلوكه الأخلاقي، وبالتالي اعتباره من أسوأ أشكال تشغيل الأطفال واتخاذ الإجراءات الضرورية نتيجة ذلك "

- **Délégations des Agence des Nations Unies au Maroc :**

L'UNICEF, dont la mission est de défendre les droits des enfants et qui s'appuie sur la Convention relative aux droits de l'enfant et œuvre pour que les droits de l'enfant s'inscrivent dans une éthique sociale et dans un code de conduite international en faveur des enfants, a interpellé formellement, par la voix de sa Délégué au Maroc, le Chef du Gouvernement et les présidents des deux Chambres du Parlement pour rappeler notre obligation à respecter les conventions ratifiées par notre pays et à fixer l'âge minimal à 18 ans.

L'ONU femmes, entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, a également interpellé les présidents des deux Chambres sur les dangers que représente pour les filles mineur(e)s l'exploitation dans le travail domestique et à demander de fixer à 18 ans l'âge minimal d'accès au travail domestique.

2. Observations sur la Loi 19.12

A l'origine le projet de Loi 19.12 avait pour objet de compléter le Code du travail (2004), qui stipule en son article 4 la publication d'une loi sur « *Les conditions d'emploi et de travail des employés de maison qui sont liés au maître de maison par une relation de travail sont fixées par une loi spéciale* ».

Tel qu'il nous avait été plusieurs fois déclaré, **il devait organiser les relations entre adultes et réguler « le marché du travail domestique »**. Cependant, pour répondre à la **revendication par la société civile d'une loi spécifique à « l'exploitation des mineur(e)s dans le travail domestique »**, les porteur(e)s du projet ont intégré la question dans trois articles du projet de Loi 19.12, à la suite d'une recommandation de l'autorité gouvernementale en charge de l'examen de ce type de texte.

Ainsi, depuis sa première version de 2011 et en raison de la pertinence et de « l'évidence » de nos revendications, l'attention a été focalisée sur les mineur(e)s au détriment des adultes qui en sont les

² http://www.cndh.ma/sites/default/files/cndh_-_avis_ar_travail_domestique-.pdf

³ http://www.ces.ma/Documents/PDF/Avis-S-5_2013-VA.pdf

principales cibles. A telle enseigne qu'à notre grand regret, le projet de Loi 19.12 a été baptisé « loi sur les petites bonnes » par la population et par les médias.

Après ces longues années de tergiversations et de reports, la Loi 19.12 a, certes, fixé l'âge à 18 ans l'âge minimal d'accès au travail domestique ; mais, dans le même temps, il **a créé une situation juridique qui complique la lutte contre d'exploitation des mineur(e)s.**

2.1- Aspects positifs

- Entrée en vigueur de l'âge minimal d'accès :

La Loi 19.12 fixe, en son article 6, **l'âge minimal d'accès au travail domestique à 18 ans**, ce qui constitue une **importante avancée législative** pour la protection de l'enfant dans notre pays.

Cette disposition répond aux attentes des populations concernées, de la société civile impliquée sur le terrain et des institutions nationales et internationales en charge des droits humains qui se sont exprimées formellement sur le sujet, depuis fort longtemps.

C'est, par ailleurs, **un début d'harmonisation de notre législation avec les conventions internationales** sur les droits de l'enfant ratifiées par notre pays et avec notre constitution.

- Dissuasion et répression contre les contrevenant(e)s :

Bien que **les montants des pénalités et les durées de privation de liberté** soient **insuffisants** au regard du « crime social » que représentent la traite des mineur(e)s et leur exploitation dans le travail domestique, les dispositions prévues dans ce sens dans l'article 23 du texte de loi constituent **une avancée dans la mise en place de moyens de dissuasion et répression.**

Il sera, à terme, nécessaire de distinguer dans cet article les intermédiaires rémunéré(e)s des personnes qui jouent ce rôle pour toute autre raison.

2.2- Aspects à améliorer/compléter/changer

- L'entrée en vigueur de l'âge minimal d'accès :

La Loi 19.12, en son article 6, une période dite de transition de **5 ans à compter de la date d'entrée en vigueur de la loi**, pendant laquelle il sera permis d'exploiter des mineur(e)s âgé(e)s de 16-17 ans dans le travail domestique.

En son article 23, la Loi stipule que **l'entrée en vigueur intervient, une année après publication des textes d'application** dans le bulletin officiel.

Comme nous l'avions exprimé, pendant les débats sur les derniers amendements du Gouvernement votés par la Chambre des Conseiller(e)s, l'application des dispositions qui précèdent ont pour conséquence concrète le report de plusieurs années de l'application de l'âge minimal de 18 ans :

1. L'entrée en vigueur de la Loi est subordonnée à la publication des textes d'application dans le Bulletin Officiel. Or, comme nous l'avions signalé en son temps, ces textes sont tributaires de l'accord d'institutions publiques (Ex : CNSS), dont les organes de gouvernance ne sont pas tenus de délais, voire d'acceptation, ce qui rend **la date d'entrée en vigueur aléatoire.**
2. Après publication des textes d'application, il est prévu un délai d'une année pour l'entrée en vigueur de la Loi. Cette disposition de **report supplémentaire**, qui n'a aucune justification objective, est **incompatible avec l'urgence de la situation** des mineur(e)s en situation d'exploitation dans le travail domestique et des enfants qui risquent d'y être entraîné(e)s, pendant cette période de flou juridique.
3. La **période dite de transition de 5 ans**, au cours de laquelle il sera permis d'exploiter des mineur(e)s de 16-17 ans, est inadaptée au problème social à résoudre qui nécessite une manifestation forte de la volonté de l'Etat à mettre fin à une pratique sociale indigne et à respecter nos engagements internationaux et notre Constitution. Il constituera un **signe de**

frilosité, voire de faiblesse face aux exploitateur(e)s et des spéculateur(e)s dans la traite des mineur(e)s.

Outre le caractère inique de ces dispositions vis-à-vis des mineur(e)s, qui sont en très grande majorité des filles, issu(e)s de milieux défavorisés et vulnérables, elles montrent une absence de vision en matière de protection de l'enfant et de son développement et sont **contraires aux orientations annoncées dans des politiques publiques multisectorielles, tels « Le PANE 2006-2015 – Maroc digne de ses enfants » ou la « Politique Intégrée de Protection de l'Enfance - 2014 »**

Elles confirment les constatations du Conseil Economique, Social et environnemental (CESE) dans son dernier rapport d'avril 2016 intitulé « L'effectivité des droits de l'enfant, responsabilité de tous »

- La situation des mineur(e)s en exploitation :

La loi 19.12 est **totalelement muet sur les modalités pour sortir/extirper du travail domestique les dizaines de milliers de mineur(e)s qui y sont exploité(e)s actuellement.**

Car, malgré la divergence des chiffres publiés occasionnellement par différentes sources nationales et internationales, chacune et chacun savent que les « petites bonnes » sont légion dans les foyers.

Or, nous savons, pour l'avoir pratiqué sur le terrain, que le processus d'extraction, de réhabilitation et de réinsertion en famille à l'école nécessite compétences spécifiques, moyens humains et matériels et collaboration avec les acteurs sociaux localement, en région et à l'échelle nationale.

Cette omission nous semble imputable à l'absence d'implication ou/et de coordination voulue ou non de autres départements ministériels en charge de la protection de l'enfant et de son développement de par leur mission : Justice et des Libertés - Développement Social, de la femme, de la famille et du Développement Social - Education Nationale et de la Formation Professionnelle - Jeunesse & Sports.

Par ailleurs, malgré les nombreuses propositions faites, depuis plus de huit ans, la société civile n'a été ni écoutée, ni, encore moins, associée à la réflexion dans les différentes phases de préparation et de relecture de ce texte.

- Le contrôle de l'exploitation des mineur(e)s :

Le mode et la procédure de contrôle indiqués dans l'article 22 de la Loi 19.12 sont une **simple reproduction de ceux indiqués dans le Code du travail qui s'appliquent au travail en milieu ouvert accessible à l'inspection du travail, sans formalités particulières.**

Or, comme chacun(e) sait, **le travail domestique est exercé « à huis clos », dans des domiciles privés,** dont l'accès est subordonné à des démarches juridiques particulières qui requièrent autorisation préalable de la Justice et intervention de la Police Judiciaire.

Par ailleurs, indépendamment des problèmes de moyens dont sont dépourvus les services régionaux et locaux de l'inspection du travail, la prise en charge de mineur(e)s requiert des compétences spécifiques (travailleurs sociaux spécialisés) et des structures adaptées (centres d'accueil pour enfants) qu'ils n'ont pas et qu'ils ne pourraient avoir, sans modifier la nature et le contenu de leur mission.

3. Proposition de plan(s) d'action

3.1- Actions immédiates

Pour **marquer la volonté de l'Etat à éradiquer l'exploitation des mineur(e)s** et mettre fin à la prolifération d'intermédiaires et employeur(e)s qui y contribuent de manière structurelle, nous pensons que **la révision du projet de Loi 19.12 est une action urgente et indispensable, soit :**

1. Appliquer immédiatement la limitation à 18 ans de l'âge d'accès au travail domestique,
2. Interdire « l'emploi » de toute personne mineure nouvelle, à partir de l'entrée en vigueur de cette disposition,

3. Engager un plan d'action efficace daté pour régulariser la situation des dizaines de milliers de mineur(e)s en situation d'exploitation au moment de l'entrée en vigueur de cette disposition,
4. Doter les « travailleur(e)s sociaux » de statut leur permettant d'assurer les actions de repérage, d'information, de retrait des mineur(e)s et leur accompagnement jusqu'à réinsertion consolidée.
5. Engager un plan d'action de sensibilisation de la population sur les droits de l'enfant et sur les dangers du travail domestique.

3.2- Actions correctives et structurantes

Ces actions ont pour finalité d'éradiquer le travail des « petites bonnes » en s'attaquant à cette pratique sociale, dans le cadre d'un programme immédiat.

Les résultats s'inscrivent, par conséquent, dans le moyen terme sous forme de projets régionaux pilotes, en cohérence avec les actions préventives indiquées, ci-après.

Action	Dispositions	Moyens
1. Elaborer plan stratégique (Région)	Cadre légal Organe de coordination Contrat-programme	Encadrement Acteurs spécialisés Logistique
2. Signaler mineur(e) en situation travail	Cadre légal Procédure de signalement Protection de « l'informateur »	Institutions dédiées (cellules) Acteurs spécialisés Logistique
3. Retrait mineur(e) en situation travail	Cadre légal Procédure de retrait Protection de la fille	Institutions dédiées (cellules) Acteurs spécialisés Structure d'accueil Logistique
4. Réhabilitation mineur(e) retirée	Procédure de réhabilitation Protection de la fille	Institutions dédiées (cellules) Acteurs spécialisés Structure d'hébergement Logistique
5. Réinsertion mineur(e) en famille	Procédure et garanties Protection de la fille	Institutions dédiées (cellules) Acteurs spécialisés Structures relais Logistique
6. Réinsertion mineur(e) à l'école	Procédure et garanties Préparation pédagogique Protection de la fille	Institutions dédiées (cellules) Acteurs spécialisés Etablissements relais Logistique
7. Suivi socio-pédagogique	Procédure et garanties Protection de la fille	Institutions dédiées (cellules) Acteurs spécialisés Etablissements/structures relais Logistique
8. Sensibilisation	Plan d'action Organe de coordination	Institutions dédiées (cellules) Acteurs spécialisés Organisations relais Logistique
9. Suivi-évaluation	Plan d'action Cahier des charges Organe de coordination Rapport(s) Audit(s)	Institutions dédiées (cellules) Acteurs spécialisés Organisations relais Logistique

3.3- Actions préventives et de consolidation

Les actions préventives comprennent les plans de développement socioéconomiques locaux, régionaux et nationaux qui ont pour finalité de réduire les inégalités et d'activer le développement des localités marginalisées pour « tarir » la source pourvoyeuse en « petites bonnes ».

Relevant de la politique socioéconomique de l'Etat, ces actions sont, **généralement, inscrites à moyen et long termes.**

Elles ne doivent pas occulter la nécessaire et urgente lutte qui doit être menée, en raison de prolifération de l'exploitation des filles mineures dans le travail domestique et leur effectif qui se chiffrent en milliers.

P.J :

- Annexe 01 : Texte de Loi 19.12
- Annexe 02 : Présentation synthétique du Collectif

Annexe 1 : Texte Loi 19.12

مشروع قانون رقم 19.12

بتحديد شروط الشغل والتشغيل المتعلقة بالعمالات والعمال المنزليين

• حراسة البيت.

الباب الثاني

شروط تشغيل العمالات والعمال المنزليين

المادة 3

يتم تشغيل العاملة أو العامل المنزلي بمقتضى عقد عمل محدد أو غير محدد المدة يعده المشغل وفق نموذج يحدد بنص تنظيمي. ويوقع هذا العقد من قبل المشغل والعاملة أو العامل المنزلي، شريطة أن تراعى، عند التوقيع، الشروط المتعلقة بتراضي الطرفين وبأهليتهما للتعاقد وبمحل العقد وبسببه كما حددها قانون الالتزامات والعقود.

يحجر العقد في ثلاثة نظائر يصادق على صحة إمضاءها من قبل السلطة المختصة. يسلم المشغل نظيرا منها للعاملة أو للعامل المنزلي ويحتفظ بواحد منها، ويودع الثالث لدى مفتشية الشغل المختصة مقابل وصل.

إذا تعلق الأمر بعاملات أو عمال منزليين أجانب، تطبق أحكام البابين الخامس والسادس من الكتاب الرابع من القانون رقم 65.99 المتعلق بمدونة الشغل، والتي تهم تشغيل الأجانب.

إذا تبين لمفتش الشغل أن العقد يتضمن مقتضيات مخالفة لأحكام هذا القانون فإنه يثير انتباه الطرفين إلى وجود هذه المقتضيات المخالفة قصد مراجعة العقد وتعديله.

المادة 4

يمكن تشغيل العمالات أو العمال المنزليين المغاربة أو الأجانب عن طريق وكالات التشغيل الخصوصية المحدثة طبقا لأحكام الكتاب الرابع من القانون رقم 65.99 المتعلق بمدونة الشغل حول الوساطة في الاستخدام وتشغيل الأجاء المرخص لها.

و يمنع على الأشخاص الذاتيين أن يقوموا، بأعمال الوساطة في تشغيل عاملات أو عمال منزليين بمقابل.

المادة 5

يجب على العاملة أو العامل المنزلي أن يقدم للمشغل نسخة مصادق عليها من بطاقة تعريفه الوطنية أو ما يقوم مقامها، وكذا جميع البيانات والوثائق التي يطلبها المشغل، ولا سيما تلك المتعلقة باسمه وعنوانه وتاريخ ومكان ازدياده وبحالته العائلية، وعند الاقتضاء نسخا من

الباب الأول

أحكام عامة

المادة الأولى

يراد بما يلي في مدلول هذا القانون :

العاملة أو العامل المنزلي: العاملة أو العامل الذي يقوم، بصفة دائمة واعتيادية، مقابل أجر، بإنجاز أشغال مرتبطة بالبيت أو الأسرة كما هي محددة في المادة 2 من هذا القانون، سواء عند مشغل واحد أو أكثر.

لا تعتبر عاملة أو عاملا منزليا العاملة أو العامل الذي يتم وضعه رهن إشارة المشغل من قبل مقاوله التشغيل المؤقت، والبوابون في البنايات المعدة للسكنى الخاضعون لأحكام الظهير الشريف بمثابة قانون رقم 1.76.258 الصادر في 24 من شوال 1397 (8 أكتوبر 1977)، وكذا العمال الذين ينجزون أشغالا لفائدة المشغل بصفة مؤقتة.

كما لا تعتبر عاملة أو عاملا منزليا حارس البيت المرتبط بعقد شغل مع إحدى شركات الحراسة الخاضع نشاطها لمقتضيات القانون رقم 27.06 المتعلق بأعمال الحراسة ونقل الأموال الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.07.155 بتاريخ 19 من ذي القعدة 1428 (30 نوفمبر 2007).

المشغلة أو المشغل: كل شخص ذاتي يستأجر عمل عاملة أو عامل منزلي لإنجاز الأشغال المنصوص عليها في المادة 2 أدناه أو أحدها.

العمل المنزلي: هو العمل المنجز لدى أسرة أو عدة أسر.

المادة 2

تشمل الأشغال المرتبطة بالبيت أو الأسرة على وجه الخصوص الأعمال التالية:

- الاعتناء بشؤون البيت؛
- الاعتناء بالأطفال؛
- الاعتناء بفرد من أفراد البيت بسبب سنه أو عجزه، أو مرضه، أو كونه من الأشخاص في وضعية إعاقة ؛
- السياقة ؛
- أعمال البستنة ؛

-2-

المادة 8 تحدد فترة الاختيار بالنسبة للعقود غير محددة المدة في خمسة عشر يوما مؤدى عنها. وخلال هذه الفترة، يمكن لأحد الطرفين إنهاء عقد الشغل بإرادته ودون تعويض.	الشهادات المدرسية والمهنية التي يتوفر عليها. يجب على العاملة أو العامل المنزلي أن يحيط المشغل علما بكل تغيير يطرأ على عنوانه أو حالته العائلية.
المادة 9 يمكن إثبات عقد شغل العاملة أو العامل المنزلي بجميع وسائل الإثبات. إذا كان عقد الشغل ثابتا بالكتابة أعفي من رسوم التسجيل.	يمكن للمشغل، وعلى نفقته، أن يطلب من العاملة أو العامل المنزلي قبل تشغيله، أن يدلي بشهادة طبية تثبت سلامته الصحية. يتعين على العاملة أو العامل المنزلي أن يصرح لدى مشغله بأي مرض مصاب به ولاسيما إذا كان مرضا مزمنًا.
المادة 10 يجب على المشغل، عند انتهاء عقد الشغل، تحت طائلة أداء تعويض، أن يسلم الأجير شهادة شغل داخل أجل أقصاه ثمانية (8) أيام. يجب أن يقتصر في شهادة الشغل، على ذكر تاريخ التحاق الأجير بالبيت، وتاريخ مغادرته له، وأنواع الأشغال المنزلية التي شغلها. غير أنه يمكن، باتفاق الطرفين، تضمين شهادة الشغل بيانات تتعلق بالمؤهلات المهنية للعاملة أو العامل المنزلي.	كما يتعين على المشغل أن يخبر العاملة أو العامل المنزلي بأي مرض معد يعاني منه أو يعاني منه أي فرد من أفراد أسرته. يراعى عند إجراء الفحص الطبي احترام مبدأ سرية البيانات الشخصية والحياة الخاصة للعاملات أو للعامل المنزليين، وذلك تحت طائلة العقوبات المنصوص عليها في القوانين الجاري بها العمل.
المادة 11 تعفى شهادة الشغل من رسوم التسجيل ولو اشتملت على بيانات أخرى غير تلك الواردة في الفقرة الثانية أعلاه. ويشمل الإعفاء الشهادة التي تتضمن عبارة «حر من كل التزام» أو أي صياغة أخرى تثبت إنهاء عقد الشغل بصفة طبيعية.	المادة 6 يحدد الحد الأدنى لسن تشغيل الأشخاص بصفتهم عاملات أو عمال منزليين في 18 سنة. غير أنه يمكن، خلال فترة انتقالية مدتها خمس سنوات (5) تبتدئ من تاريخ دخول هذا القانون حيز التنفيذ، تشغيل الأشخاص الذين تتراوح أعمارهم ما بين 16 و18 سنة بصفتهم عاملات أو عمالًا منزليين، شريطة أن يكونوا حاصلين من أولياء أمورهم على إذن مكتوب مصادق على صحة إمضائه، قصد توقيع عقد الشغل المتعلق بهم.
المادة 12 تستفيد العاملات أو العمال المنزليون من برامج التربية والتكوين التي توفرها الدولة، لاسيما برامج محو الأمية والتربية غير النظامية وبرامج التكوين المهني. وتحدد كفاءات الاستفادة من البرامج المذكورة باتفاق بين المشغل والعاملة أو العامل المنزلي.	تعرض العاملات و العمال المنزليون المتراوحة أعمارهم ما بين 16 و18 سنة وجوبا على فحص طبي كل ستة أشهر على نفقة المشغل. ويمنع تشغيل العاملات والعمال المنزليين المشار إليهم في الفقرة السابقة ليلا، كما يمنع تشغيلهم في الأماكن المرتفعة غير الآمنة، وفي حمل الأجسام الثقيلة، وفي استعمال التجهيزات والأدوات والمواد الخطرة، وفي كل الأشغال التي تشكل خطرا بينا على صحتهم أو سلامتهم أو سلوكهم الأخلاقي أو قد يترتب عنها ما قد يخل بالآداب العامة.
المادة 12 يجب على المشغل بصفة عامة أن يتخذ جميع التدابير اللازمة لحماية سلامة العاملات أو العمال المنزليين وصحتهم، وكرامتهم عند قيامهم بالأشغال التي ينجزونها تحت إمرته.	يمكن تتميم لائحة الأشغال التي يمنع فيها تشغيل العاملات والعمال المنزليين المتراوحة أعمارهم ما بين 16 و18 سنة بنص تنظيمي. المادة 7 يمنع تسخير العاملة أو العامل المنزلي لأداء الشغل قهرا أو جبرا.

المادة 18 تستفيد العاملة أو العامل المنزلي من رخص تغيب لأسباب عائلية تحدد مددها كما يلي: - زواج العاملة أو العامل المنزلي : سبعة أيام منها أربعة أيام مؤدى عنها؛ - زواج أحد أبناء العاملة أو العامل المنزلي أو أحد ريثائه : يومان؛ - وفاة زوج العاملة أو العامل المنزلي (ة) أو أحد أبنائه أو أحفاده، أو أصوله، أو أبناء زوجه من زواج سابق : ثلاثة أيام؛ - وفاة أحد إخوة أو إحدى أخوات العاملة أو العامل المنزلي أو أحد إخوة أو إحدى أخوات زوجه، أو أحد أصول زوجه : يومان؛ - عملية جراحية لزواج العاملة أو العامل المنزلي أو أحد أبنائه : يومان؛ - ختان أحد أبناء العاملة أو العامل المنزلي يوم واحد. كما يستفيد كل عامل منزلي من إجازة مدتها ثلاثة أيام، بمناسبة كل ولادة. يمكن أن تكون الأيام الثلاثة متصلة أو غير متصلة، باتفاق بين المشغل والعامل المنزلي، على أن تقضى وجوبا في مدة شهر من تاريخ الولادة. باستثناء الحالة المتعلقة بزواج العاملة أو العامل المنزلي يؤدي الأجر كاملا عن التغيبات المشار إليها أعلاه.	الباب الثالث مدة العمل، الراحة الأسبوعية، والعطلة السنوية وأيام العطل المادة 13 تحدد مدة العمل في الأشغال المنزلية في 48 ساعة في الأسبوع يتم توزيعها على أيام الأسبوع باتفاق الطرفين. غير أنه بالنسبة للعاملات أو العمال المنزليين المتراوحة أعمارهم ما بين 16 و 18 سنة فتحدد مدة عملهم في 40 ساعة في الأسبوع. المادة 14 تستفيد العاملة أو العامل المنزلي من راحة أسبوعية لا تقل عن 24 ساعة متصلة. يمكن باتفاق الطرفين تأجيل الاستفادة من الراحة الأسبوعية وتعويضها في أجل لا يتعدى ثلاثة أشهر. المادة 15 تستفيد الأم، العاملة المنزلية، ابتداء من تاريخ استئنافها العمل إثر الوضع، من استراحة خاصة للرضاعة مدتها ساعة واحدة عن كل يوم وذلك خلال مدة اثني عشر شهرا متوالية. تكون مدة استراحة الرضاعة مستقلة عن فترات الراحة التي تستفيد منها العاملة المنزلية. يمكن الاتفاق بين المشغل والعاملة المنزلية المرشحة على طريقة استفادة هذه الأخيرة من المدة المذكورة بالشكل الملزم لظروف العمل.
الباب الرابع الأجر المادة 19 لا يمكن أن يقل مبلغ الأجر النقدي للعاملة أو العامل المنزلي عن 60 بالمائة من الحد الأدنى القانوني للأجر، المطبق في قطاعات الصناعة والتجارة والمهن الحرة. ولا يمكن بأي حال من الأحوال اعتبار مزايا الإطعام والسكن ضمن مكونات الأجر النقدي. يؤدي الأجر كل شهر عند انتهائه، ما لم يتفق الطرفان على خلاف ذلك.	المادة 16 تستفيد العاملة أو العامل المنزلي من عطلة سنوية مدفوعة الأجر إذا قضى ستة أشهر متصلة في خدمة المشغل، على ألا تقل مدتها عن يوم ونصف يوم عمل عن كل شهر. يمكن تجزئة العطلة السنوية أو الجمع بين أجزاء من مددها على مدى سنتين متتاليتين، إذا اتفق الطرفان على ذلك. المادة 17 تستفيد العاملة أو العامل المنزلي من راحة مؤدى عنها خلال أيام الأعياد الدينية والوطنية. ويمكن تأجيل الاستفادة منها إلى تاريخ لاحق يحدد باتفاق الطرفين.

يمكن لمفتش الشغل أن يطلب من الطرفين مده بالوثائق التي من شأنها أن تساعد على القيام بالمهمة المذكورة. وفي حالة معارضة مخالفة أحكام هذا القانون يحرر محضرا في الموضوع يحيله إلى النيابة العامة المختصة.

المادة 23

يعاقب بغرامة من 25.000 إلى 30.000 درهم :

- كل شخص استخدم، خلال الفترة الانتقالية المنصوص عليها في الفقرة الثانية من المادة 6 أعلاه، عاملة أو عاملا منزليا يقل عمره عن 16 سنة؛
 - كل شخص استخدم عاملة أو عاملا منزليا يقل عمره عن 18 سنة بعد انصرام الفترة الانتقالية المنصوص عليها في الفقرة الثانية من المادة 6 أعلاه؛
 - كل شخص استخدم عاملة أو عاملا منزليا يتراوح عمره ما بين 16 و18 سنة دون إذن من ولي أمره؛
 - كل شخص ذاتي، يتوسط في تشغيل عاملات أو عمال منزليين بمقابل؛
 - كل شخص استخدم عاملة أو عاملا منزليا خلافا لأحكام الفقرة الثالثة من المادة 6 أعلاه.
 - كل شخص استخدم عاملة أو عاملا منزليا جبرا.
- وفي حالة العود يحكم على مرتكب الأفعال المنصوص عليها أنفا بضغف الغرامة وبالحبس تتراوح مدته بين شهر و 3 أشهر أو بإحدى هاتين العقوبتين فقط.

المادة 24

يعاقب بغرامة تتراوح ما بين 3000 و 5000 درهم كل مشغل لم يتقيد بأحكام المادة 3 أعلاه.

المادة 25

يعاقب بغرامة تتراوح ما بين 500 و 1200 درهم كل مشغل :

- لم يسلم للعامة أو العامل المنزلي شهادة الشغل المنصوص عليها في المادة 10، أو لم يسلمها داخل الأجل المحدد، أو لم يضمها بياناً من البيانات المنصوص عليها في نفس المادة،
- لم يتقيد بأحكام المادة 13 المحددة لمدة العمل؛
- لم يتقيد بالزامية إتاحة الراحة الأسبوعية، أو امتنع عن منح

المادة 20

كل يوم تغيبت فيه العاملة أو العامل المنزلي دون ترخيص من مشغله، يخصم مقابله من الأجر، إلا إذا اتفق الطرفان على خلاف ذلك.

المادة 21

- تستحق العاملة أو العامل المنزلي تعويضا عند فصله، إذا قضى ما لا يقل عن سنة متواصلة من الشغل الفعلي لدى نفس المشغل.
- يعادل مبلغ هذا التعويض، عن كل سنة، أو جزء من السنة من الشغل الفعلي، ما يلي:
- 96 ساعة من الأجر، فيما يخص فترة الشغل الفعلي المقضية خلال الخمس سنوات الأولى؛
- 144 ساعة من الأجر، فيما يخص فترة الشغل الفعلي المقضية خلال السنة السادسة إلى السنة العاشرة؛
- 192 ساعة من الأجر، فيما يخص فترة الشغل الفعلي المقضية خلال السنة الحادية عشرة إلى السنة الخامسة عشرة؛
- 240 ساعة من الأجر، فيما يخص فترة الشغل الفعلي المقضية بعد السنة الخامسة عشرة.
- تحتسب فترة الشغل الفعلي المنصوص عليها في هذه المادة ابتداء من تاريخ دخول هذا القانون حيز التنفيذ.

الباب الخامس

المراقبة والعقوبات

المادة 22

يتلقى الأعوان المكلفون بتفتيش الشغل الشكايات التي يتقدم بها كل من العاملة أو العامل المنزلي ضد المشغل، أو المشغل ضد عاملته أو عامله المنزلي في كل ما يخص تنفيذ عقد العمل المبرم بينهما.

يستدعي مفتش الشغل الطرفين للتحقق من مدى تطبيق أحكام هذا القانون.

يقوم مفتش الشغل بإجراء محاولات الصلح بين الطرفين يتم تضمينها في محضر يوقعه الطرفان.

وإذا تعذر عليه الصلح، حرر محضرا في الموضوع يسلم إلى العاملة أو العامل المنزلي ليبدلي به إذا قرر اللجوء إلى المحكمة المختصة قصد البت في النزاع.

-5-

المادة 26 تحل تسمية « العاملات أو العمال المنزليين » محل تسمية « خدم البيوت » وتسمية « المشغل » محل تسمية « صاحب البيت » المنصوص عليهما في القانون رقم 65.99 السالف الذكر. تحل تسمية « العاملات أو العمال المنزليين » محل تسمية « الأعوان المستخدمين في المنازل » الواردة في الفصل 2 من الظهير الشريف بمثابة قانون رقم 1.72.184 بتاريخ 15 جمادى الثانية 1392 (27 يوليوز 1972) المتعلق بنظام الضمان الاجتماعي.	العاملة أو العامل المنزلي حقه في الراحة التعويضية المنصوص عليها في المادة 14 أعلاه؛ - امتنع عن منح العاملة المنزلية حقها في استراحة الرضاعة المنصوص عليها في المادة 15 أعلاه؛ - امتنع عن تمتيع العاملة أو العامل المنزلي بحقه في العطلة السنوية المؤدى عنها المنصوص عليها في المادة 16 أعلاه؛ - قام بتشغيل عاملة أو عامل منزلي في أيام العطل و الأعياد المؤدى عنها المنصوص عليها في المادة 17 أعلاه، ما لم يتفق الطرفان على تأجيل الاستفادة منها إلى وقت لاحق؛ - امتنع عن تمتيع العاملة أو العامل المنزلي من الاستفادة من أيام التغيب المنصوص عليها في المادة 18 أعلاه، أو عدم أداء الأجر عنها. - امتنع أو تماطل عن أداء الأجر، أو لم يتقيد بأحكام المادة 19 أعلاه.
المادة 27 تدخل أحكام هذا القانون حيز التنفيذ بعد انصرام أجل سنة ابتداء من التاريخ الذي تنشر فيه بالجريدة الرسمية النصوص اللازمة لتطبيقه التام. يتعين على المشغلين الذين يشغلون في التاريخ المذكور، عاملات أو عمالا منزليين، التقيد بأحكامه ابتداء من هذا التاريخ.	

Annexe 2 : Présentation synthétique du Collectif

Le Collectif associatif « pour l'éradication de l'exploitation des mineur(e)s dans le travail domestique » est un groupement d'associations marocaines œuvrant pour la défense et le développement des droits humains et la promotion des droits de l'enfant, en particulier.

Le Collectif est un lieu de réflexion, d'échange, de partage de bonnes pratiques, de coordination et de mise en œuvre d'actions de sensibilisation et de plaidoyer pour lutter contre l'exploitation des mineur(e)s dans le travail domestique.

• Structure

Date de création	2009
Membres	50 associations et réseaux locaux et régionaux d'associations
Périmètre d'intervention	National
Mission	Contribuer à l'éradication de l'exploitation des mineur(e)s dans le travail domestique
Axes d'intervention	- Le plaidoyer pour l'adoption d'un cadre juridique clair, applicable et intégrant les moyens de sa mise en œuvre, interdisant et sanctionnant cette pratique. - La sensibilisation de la société aux risques du travail domestique des mineur(e)s et aux droits de l'enfant.
Activités	- Forums sur l'éradication de l'exploitation des « petites bonnes » avec la participation d'acteurs institutionnels et sociaux, - Enquêtes de terrain sur l'exploitation des « petites bonnes », - Etude(s) juridique(s) en lien avec la protection des mineur(e)s contre le travail domestique, - Pétitions pour soutenir les actions pour l'éradication de l'exploitation des mineur(e)s dans le travail domestique, - Journées de sensibilisation et tentes citoyennes contre l'exploitation des mineur(e)s dans le travail domestique, - Coordination/concertation avec les acteurs institutionnels et sociaux concernés.
Comité de pilotage	- Amnesty International - Maroc (Rabat) - Association BAYTI (Casablanca) - Association INSAF (Casablanca) - Association Marocaine des Droits Humains – AMDH (Rabat) - Fondation Orient Occident (Rabat) - Forum des Alternatives Maroc – FMAS (Rabat) - Organisation Marocaine des Droits Humains – OMDH (Rabat)
Secrétariat	Association INSAF Opération Khalid, Groupe d'habitation n°10 Sidi El Khadir 20230 Casablanca Maroc Téléphone : (+212) 522 907 430 Télécopie : (+212) 522 906 843 Courriel : contact@insaf.ma